

CGT, associations et ONG

La CGT vient de signer deux textes avec des organisations syndicales, des associations et des ONG intitulés « Pour que le jour d'après soit en rupture avec le désordre néolibéral » du 27 mars et « Pas de dividendes en 2020 ; le dire c'est bien, le faire c'est mieux » du 1^{er} avril.

Cette relation entre syndicats et ONG semble devenir une habitude. En Mars 2019, la CFDT avait signé un pacte intitulé « 66 propositions pour donner à chacun le pouvoir de vivre » avec diverses ONG associations et organisations syndicales (France Nature Environnement, Réseau Action Climat, Fondation Nature Homme, Humanité et Biodiversité, CFTC, UNSA,...) https://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2019-03/pacte_pouvoir_de_vivre.pdf

Les ONG et associations sont devenues des institutions. Leurs discours sont immédiatement et intégralement repris par la presse et les médias. Elles se présentent comme les défenseurs du bien commun, au-dessus des intérêts particuliers. Elles apparaissent incontournables en incitant les gouvernement à l'action par des actions de lobbying et en alarmant l'opinion publique.

Auprès des instances européennes existent les « Green 10 », un groupe de lobbying officiellement reconnu qui travaille en étroite collaboration avec la Commission européenne à des fins de conseil, d'expertise et d'aide à l'élaboration des politiques environnementales européennes. Les « Green 10 » sont le rassemblement des 10 des plus grandes ONG à vocation environnementale actives à l'échelle européenne et internationale (Greenpeace, WWF, Réseau action climat, les Amis de la terre, Elles bénéficient d'un soutien direct de la Commission européenne, qui finance une partie de leurs actions et soutient leurs projets.

Les ONG et associations environnementales ont pris le relais des institutions charitables qui aux 19^e et 20^e siècle avaient pour fonction de préserver la paix sociale en palliant aux imperfections des systèmes politiques et sociaux établis.

L'intégration du syndicalisme aux réseaux des ONG et associations environnementales signifie que les problèmes de l'environnement dépassent les intérêts particuliers (de classe). La conclusion s'impose d'elle même : les intérêts particuliers sont subordonnés à l'intérêt général. Mais, dans une société de classes ce qui est présenté comme l'intérêt général est celui de la classe dominante.

Les ONG avec lesquelles la CGT signe des textes sont les filiales d'organisations internationales. Avec quels financements fonctionnent-elles et quelles sont leurs philosophies ? Il suffit d'aller sur le net et sur le site de ces organisations pour être fixé.

Les amis de la terre France (ATF)

ATF est la branche française de l'association américaine Friends of the Earth fondée en 1969 par David Brower avec le soutien financier de Robert O. Anderson fondateur et propriétaire de la compagnie pétrolière US ARCO. Elle s'installe à Londres en 1971, année où elle organise la première manifestation mondiale contre les centrales nucléaires.

La philosophie d'ATF « *La notion de croissance durable, verte ou non, est un oxymore et une solution marketing visant à permettre la poursuite d'un modèle de développement insoutenable.* » Les ATF participent pleinement du mouvement pour la décroissance. La décroissance, c'est d'abord la dé(-)croissance, c'est à dire la nécessité pour tout être humain de se libérer de l'imaginaire de la croissance. » Ils veulent aussi définir pour chaque type de ressource « un seuil minimum et un plafond maximum de consommation ». Les ATF ont participé au Grenelle de l'environnement, ils bénéficient d'un financement public conséquent et siègent au CESE.

Greenpeace

Avec des bureaux dans une trentaine de pays et plus de 2000 salariés et 36 000 bénévoles et un budget global de 342 millions d'€ en 2016, Greenpeace constitue une véritable multinationale. Greenpeace international a son siège dans le paradis fiscal des Pays Bas avec plusieurs fondations opaques.

Si en Europe, il est difficile de connaître avec précision l'origine des fonds d'ONG, ce n'est pas le cas aux USA. Greenpeace USA par l'intermédiaire de sa fondation Greenpeace fund reçoit un soutien financier de l'association des frères Rockefeller, de la Fondation Turner (magnat des médias), de la fondation Marisla de Paul Getty, de la fondation Carles Stewart Mott,

Pour ses campagnes en France, Greenpeace fait appel à l'agence DDB, 3^e groupe de communication français.

Citons Pascal Hunting ex patron de Greenpeace France, et ex N°2 de Greenpeace international : Les syndicats "Ils ne sont pas à l'aise avec nous. Ils restent persuadés qu'il y a quelque chose d'antinomique entre préserver la planète et les emplois. **Je suis presque prêt à dire que la CGT, en défendant le nucléaire, est une machine à détruire l'emploi.**"

Oxfam

L'ONG emploie environ 10 000 salariés et 50 000 bénévoles dans 90 pays. Un réseau tentaculaire qu'il faut financer. C'est notamment pour cette raison qu'elle a ouvert, des magasins de revente de livres de vêtements. Ils sont actuellement plus de 1 200, dans huit pays, et rapportent près de 180 millions d'euros par an.

Oxfam dépend toutefois, pour environ 40 % de ses ressources, des Etats ou d'organisations internationales.

Un des financeurs d'Oxfam est la fondation l'Open Society de Georges Soros. Le milliardaire américain est un acteur important de la spéculation internationale. Sa fortune est immense : près de 25 milliards de \$. Son fonds d'investissement Quantum est domicilié aux Antilles néerlandaises.

350 org

Créée d'abord sous le nom de 1Sky par le Rockefeller Brothers Fund, organisation internationale militant pour la fin des énergies fossiles et 100% renouvelables

Alternatiba (« Alternative », en basque. Association de lutte contre le réchauffement climatique qui promeut des initiatives concrètes qui visent à construire une société durable tout en s'opposant aux projets qui entravent le développement de cette société ! Depuis 2013, Altermatiba varie les modes de mobilisation : « villages alternatives », tour sur des vélos multiplaces pour valoriser les initiatives locales ou encore action de désobéissance civile non violente !

Action non violente Cop 21

Constitue la branche « résistance » du mouvement Altermatiba

Attac *Association pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens*

La **taxe Tobin** dite « du sable dans les engrenages » du nom de l'économiste keynesien James Tobin se propose de prélever un pourcentage faible sur les transactions afin de limiter la volatilité des taux de change. Si J Tobin réservait sa taxe aux transactions sur les devises, l'association veut l'étendre à l'ensemble des transactions financières afin de l'utiliser pour l'aide au développement et de lutter contre le réchauffement climatique.

Autrement dit, il ne s'agit pas de s'attaquer au capitalisme mais de le moraliser.

Reproduisant les mouvements anti-machine de la première partie du 19^e siècle de ceux qui luttèrent contre leur prolétarisation, Attac a fait de lutte contre la technologie le primat de son activité (OGM, Nucléaire, nanotechnologie...).

La confédération paysanne

Comme Attac, elle s'en prend à la technologie accusée de subordonner la paysannerie. Rappelons que la subordination de la paysannerie ne passe pas par la vente de technologie que ce soit une brouette ou des OGM mais par l'achat de sa production.

Sherpa

Association qui œuvre pour construire un monde où le droit est au service d'une économie juste. Tout un programme

Reclaim

En finir avec le charbon, sortir des énergies fossiles. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des principales missions de l'association est de contribuer à l'accélération de la décarbonisation des flux financiers. Reclaim entend jouer un rôle de contre-pouvoir citoyen !

Collectif éthique sur l'étiquette

Le Collectif est constitué d'une vingtaine d'organisations diverses, complémentaires par leurs thématiques et leurs modes d'action : associations de solidarité internationale, syndicats, mouvements de consommateurs et mouvements d'éducation populaire. Indécosa CGT, CFDT plus 11 FD CFDT et 2 Unions régionales CFDT, SUD, FSU. La forte présence de la CFDT dans ce collectif en dit long sur sa volonté d'affrontement avec le capital !

Ces associations avec laquelle la CGT s'est associée ont le point commun d'être antinucléaires. Il n'est pas possible de passer sous la table l'enjeu oh combien stratégique de l'énergie ! Elles militent toutes pour les énergies dites renouvelables et contre les énergies fossiles. Donc pas de nucléaire, plus de pétrole, ni de gaz, ni de charbon, que du vent et du soleil qui sont par nature aléatoires. Que fera-t-on quand il faudra recharger 40 millions de véhicules électriques, puisque les véhicules thermiques sont appelés à disparaître. Devrons nous pédaler comme pour recharger dans les gares ou les aéroports nos téléphones mobiles ?

Alors que l'on nous amuse avec les énergies renouvelables qui sont tout sauf propres, les grandes puissances capitalistes s'affrontent pour l'appropriation des ressources énergétiques et minières. La CGT tirerait elle une croix sur le nucléaire ?

Pas de nucléaire, plus d'énergie fossile... mais c'est la décroissance. Il est physiquement impossible d'assurer la production d'énergie indispensable à la production de richesses nécessaires à la satisfaction des besoins économiques et sociaux en se reposant sur une énergie dont la production est aléatoire. Comment faire en hiver quand les besoins énergétiques sont les plus importants alors que durant cette phase de l'année les périodes sans vent sont nombreuses et les phases diurnes très courtes.

Parmi les associations signataires certaines sont ouvertement pour la décroissance. Comment concilier la décroissance avec les revendications salariales et la lutte contre la réforme des retraites ?

La sortie de la crise sanitaire est déjà le prélude à une campagne prônant la décroissance en portant l'attaque sur les activités jugées non essentielles.

Sans se livrer à une exégèse du premier texte son contenu interroge.

On n'y parle pas du capitalisme mais du désordre néolibéral. Parlons clair, pour les rédacteurs du texte la crise que nous vivons n'est pas dans la nature du système, mais est la conséquence de l'idéologie néolibérale. Il suffirait de se détacher de cette idéologie et la société serait gérée différemment. Ainsi, il est écrit « la réponse financière de l'Etat doit être d'abord orientée vers tou.t.e.s les salariés qui en ont besoin, quel que soit le secteur d'activité... au lieu de gonfler les salaires des dirigeants ou de servir des intérêts particuliers ». Cette phrase est curieuse. Quels sont les salariés qui n'auraient pas besoin d'une réponse financière de l'Etat ? Pourquoi ne pas écrire « la réponse de l'Etat doit d'abord être d'augmenter les salaires. » ? A quels dirigeants et à quels intérêts particulier le texte fait il allusion ? Pourquoi ne pas parler des patrons et des actionnaires ? Sont-ce des gros mots ?

Plus loin il est écrit de « désarmer les marchés financiers : contrôle des capitaux et interdictions des opérations les plus spéculatives, taxe sur les transactions financières... »

Il ne s'agit pas d'interdire la spéculation, ouf ! mais uniquement les plus spéculatives. Il y aurait donc des opérations spéculatives acceptables? Georges Soros et consort peuvent être tranquilles, ils peuvent continuer de spéculer sur les devises. L'ordre mondial n'est pas remis en cause.

Le paragraphe sur la BCE est d'actualité. Il est demandé que la BCE prête aux Etats et aux collectivités territoriales. Si la BCE prête aux Etats et aux collectivités territoriales, cela implique que tous les pays membres de l'Union sont solidaires des dettes des Etats emprunteurs. Quel Etat se portera solidaire des finances d'un autre Etat ? C'est pour cela que la BCE ne prête pas aux Etats mais uniquement aux banques. Nous sommes aux limites de la construction européenne. Pour que la BCE prête aux Etats, il faudrait que l'Europe soit un Etat fédéral, que les Etats ne soient pas en concurrence les uns les autres que le budget de l'Union soit autrement plus conséquent qu'il ne l'est. Or le capitalisme qu'il soit néolibéral ou pas c'est ...la concurrence entre groupes privés et... entre Etats. L'Europe de par son Histoire ne sera jamais un Etat fédéral. La solidarité européenne a ses limites qui sont celles des intérêts des classes dominantes de chaque Etat qui sont liés à l'Histoire de ces Etats à leur organisation et à leurs zones d'influence.

« Une réelle remise à plat des règles fiscales internationales afin de lutter efficacement contre l'évasion fiscale... » relève du vœu pieux, le capitalisme régnant en maître sur la planète. L'Europe avec ses propres paradis fiscaux (Luxembourg, Pays Bas, Chypre) sans parler de Monaco participe à la financiarisation de l'économie.

« Il s'agit de soutenir les investissements et la création massive d'emplois dans la transition écologique et énergétique ». La transition énergétique c'est de passer de 72% à 50% du nucléaire dans la production d'énergie. C'est la Fermeture de Fessenheim ! C'est cela que la CGT approuve ! Quant à la transition écologique, c'est un mot expression valise qui permet de nous vendre le capitalisme vert.

«Opérer un vaste partage des richesses ». La tarte à la crème du réformisme. Si les richesses sont inégalement réparties, c'est parce que certains possèdent les moyens de production et d'autres n'ont que leur force de travail à vendre. Mme Bettancourt a perdu 350 millions d'€ avec l'affaire Madoff, elle les a récupérés en deux années. Elle n'a pas joué au Lotto, c'est les salariés de L'Oréal qui les lui ont fournis par leur travail !

« Ce sont les transitions écologiques et énergétiques qui vont permettre la création massive d'emplois sous réserve de reconversion professionnelles » Tarte à la crème du capitalisme vert, pas question pour les rédacteurs de la réindustrialisation du pays.

Le texte peut toujours demander des soutiens massifs pour les services publics. Mais comment faire si la question centrale de la création des richesses est évacuée ?

Le texte parle de relocaliser les productions. Fort bien mais comment faire pour obliger le patronat à relocaliser ses entreprises, si l'Etat n'a pas la main sur les flux de capitaux ? Or comment peut-il l'avoir avec une monnaie qu'il ne maîtrise pas et une banque centrale qui n'est pas sous son autorité ?

La fin n'est pas dénuée d'intérêt. « Nous en appelons à toutes les forces progressistes et humanistes et plus largement à toute la société, pour reconstruire ensemble un futur écologique, féministe et social en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral »

Le futur social est cité en dernier car conditionné par le futur écologique qui est la clef de voute de l'ensemble de la société. Tout en fait est subordonné à l'écologie ou plus exactement à l'écologisme qui utilise l'écologie pour distiller l'idéologie du catastrophisme. Appelons un chat un chat le futur

écologique c'est celui de la frugalité, de la tempérance qui seules permettent de préserver les ressources, la biodiversité.

C'est tout l'intérêt la bourgeoisie de financer des organisations qui au nom de la défense de la nature (qui oserait être contre ?) distillent l'idéologie de la décroissance et de l'acceptation des sacrifices.

Quant au deuxième texte

« Cette décision doit enclencher, dès aujourd'hui, une réflexion sur un meilleur partage des richesses au sein des entreprises : il sera nécessaire de penser l'encadrement des dividendes afin que l'entreprise dégage des moyens pour investir dans la transition sociale et écologique ».

En quoi peut bien consister la transition sociale ? Mettre la propriété des moyens de production aux mains des salariés ? Non je rêve ! Augmenter les salaires, permettre que les salariés aient leurs mots sur la stratégie de l'entreprise, sur « le management » ? Je doute qu'une association comme Greenpeace aussi hiérarchisée aux méthodes de management particulièrement directives partage cette vision de la transition sociale.

Réclamer une diminution des dividendes de la part d'organisations dont certaines et non des moindres sont financées par les groupes capitalistes mondialisés ne manque pas de sel.

Pour les signataires de ces deux textes, le capitalisme est un système tout à fait acceptable à partir du moment où il s'est débarrassé de l'idéologie néolibérale et qu'il est devenu écologiquement responsable.

En ce qui concerne la CGT, elle devra expliquer comme elle peut concilier cette orientation avec la charte d'Amiens dont elle continue de se réclamer.

Gilles Mercier